



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 1er avril 2026

ZI de Saint-Liguaire  
4 rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Entrepôts frigorifiques de Bressuire**

La Boutonnière  
79300 Terves

Références : 0007208248/2026/175  
Code AIOT : 0007208248  
pj : planche photographique

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement Entrepôts frigorifiques de Bressuire implanté La Boutonnière terves 79300 Bressuire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'est faite de manière inopinée.

L'objectif est d'éclaircir la situation administrative du site par rapport à la déclaration d'une TAR.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Entrepôts frigorifiques de Bressuire
- La Boutonnière Terves 79300 Bressuire
- Code AIOT : 0007208248
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plateforme logistique est connue de l'inspection pour l'exploitation d'une tour aéro-réfrigérante (TAR) mais le site dispose d'autres installations constatées à l'arrêt et qui étaient potentiellement classées (notamment rubriques n°1511, 1435) .

**Thèmes de l'inspection :**

- Légionelles / prévention légionellose

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative - Tour Aéro-Réfrigérante (TAR)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1.7	Demande d'action corrective, Projet d'arrêté de mise en demeure, dépôt de dossier de cessation d'activité	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite inopinée, l'inspection constate que le site est à l'arrêt. Cet arrêt est effectif depuis plus de trois ans.

En application de l'article L. 512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant.

Les constats effectués par l'inspection montre notamment que la Tour aéroréfrigérante (TAR) n'a pas fait l'objet d'une telle demande auprès des services de la préfecture. Dans ces conditions, l'exploitant aurait dû déposer un dossier de cessation d'activité ICPE. Il en est de même pour les éventuelles autres rubriques soumises à déclaration susceptibles de concerner l'établissement.

Par conséquent, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant afin qu'il procède à la régularisation administrative et technique de la TAR et le cas échéant des autres installations concernées en procédant à la télédéclaration de cessation des activités ICPE sous 3 mois.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative - Tour Aéro-Réfrigérante (TAR)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.
<b>Constats :</b>

L'inspection vise notamment à éclaircir la situation administrative et technique du site du point de vue de l'exploitation de la Tour Aéro-Réfrigérante (TAR).

La société Entrepôts Frigorifiques de Bressuire (EFB) dispose d'un récépissé de déclaration n°D6694 pour l'exploitation d'une TAR de 430 kW sur l'ancien site SA PROCO (site de Terves au lieu-dit la Boutonnière à Bressuire) (récépissé en pièce jointe).

À l'arrivée sur les lieux, en semaine, dans l'après-midi, l'inspection a constaté que les différents accès au site étaient fermés ainsi que l'ensemble des locaux (cf. planche photographique). Aucune activité n'a été constatée.

Après recherches sur le site Géoportail, il s'avère que la plateforme logistique est implantée sur les parcelles cadastrales suivantes de deux communes :

- sur le territoire de la commune de Bressuire, lieu-dit La Boutonnière, Terves : AO 0240, AO 0241, AO 0213, AO 0214, A0212 ;

- sur le territoire de la commune de Boismé : OG 350, OG 354.

Un étang est implanté sur la parcelle AO 0241, non visible depuis l'extérieur en raison de la végétation.

Sur la parcelle AO 0240, une pancarte avec le logo de l'entreprise EFB est en place sur un bâtiment (cf. planche photo) accueillant des quais de chargement/déchargement.

En parallèle, après recherches, il apparaît que la société EFB localisée à Terves a fermé administrativement le 31/01/2022 (d'après le site [annuaire-entreprises.date.gouv.fr](http://annuaire-entreprises.date.gouv.fr)), le 23/10/2021 (d'après Le Courrier de l'Ouest du 22/10/2021). Aussi, le site est non exploité par la société EFB depuis plus de 4 ans.

Selon l'article R.512-74-II du code de l'environnement, et en application de l'article L.512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Par courrier du 21 octobre 2014, l'entreprise EFB a informé l'inspection d'une modification technique de la TAR mais depuis, elle n'a pas procédé à aucune déclaration de cessation de cette installation. Le récépissé de déclaration ICPE associé à l'exploitation de la TAR par la société EFB est donc caduque.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure la société EFB (siège social à Caen) de procéder à la cessation d'activité du site, intégrant son installation TAR, au sens de l'article R.512-75-1.

Cette cessation d'activité doit être effectuée par télédéclaration sur le site:

<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920>

en rappelant le **numéro d'AIOT** de l'établissement : **0007208248**

Il est rappelé également à l'exploitant, et selon les termes de l'article R512-54-I du Code de l'environnement que « tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration. »

Si l'exploitant se trouve dans cette configuration, il doit déposer une nouvelle déclaration pour le nouveau site retenu.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Projet d'arrêté de mise en demeure, dépôt de dossier de cessation d'activité
--

<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
---------------------------------------